

LE COMBAT SOCIAL

ORGANE DE LA FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE

Adresser tout ce qui concerne le *Combat Social*, au membre délégué : Félix SPRINGAEL, 35, Allée Verte, Bruxelles

AVIS

Pour la dernière fois, nous faisons le service gratuit du journal aux personnes que nous connaissons comme susceptibles de collaborer à notre œuvre. Par la suite, nous n'envoyons plus le journal qu'à ceux qui nous auront fait parvenir leur obole. On comprendra qu'il est parfaitement inutile d'envoyer un journal à ceux qui sont trop indifférents ou trop paresseux pour envoyer quelques centimes.

Il ne faut pas faire un grand effort pour comprendre l'importance de la lutte que nous menons. Dans ces conditions pourquoi perdre notre temps et notre papier auprès des ennemis qui sont incapables à tout mouvement, à toute activité.

A ceux qui ont un peu de sang chaud dans les veines, nous disons : En avant ! L'heure est venue d'agir. Lisez, répandez le Combat Social... Venez aux réunions, créez des sections. Agissez...

Criminalité et Progrès

Nous nous trouvons actuellement à un grand tournant de l'histoire. De jour en jour l'armée permanente des sans-travail augmente sans cesse ; quoique la civilisation se trouve en pleine prospérité, on peut les compter par centaines de mille.

D'un autre côté, l'encombrement des carrières libérales, la constitution d'une immense armée de ratés ; l'augmentation constante de la criminalité, l'âge toujours plus précoce des délinquants, tout cela nous montre une phase nouvelle très nette de recul au point de vue moral et social, accentué par les progrès de la science et de l'industrie.

Ce mouvement est profond. Si nous pouvons nous en rendre compte pour des pays tels que la France ou l'Amérique, il n'en est pas de même pour la Belgique où l'on n'exécute pas. Quelques renseignements : en Amérique, cinq électrocutions ont eu lieu à Trenton, New-Jersey, en

une semaine. Une vingtaine de condamnés à mort attendent leur dernière heure dans les prisons de la ville de New-York.

Et combien de criminels restés introuvables ? Avec notre système économique, l'instruction et l'éducation sont loin d'être un frein à la criminalité.

« L'instruction — écrit le professeur Louis Buchner — n'a encore produit chez l'homme du peuple que l'orgueil et la présomption.

«... La bête humaine dégagée de ses anciennes entraves, reprend tous ses droits et semble peu disposée à se laisser guider par une morale dépourvue de sanction. »

N'était-ce pas, là aussi, l'idée de Socrate questionné sur l'aventure d'un bœuf ? « Un bœuf ne trouvant plus sa pâture sur la prairie où il avait été mené, pénétra sur celle du propriétaire voisin. Il en fut chassé par un enfant de 10 ans et un chien.

» Pourquoi, demanda quelqu'un à Socrate, ce bœuf se laisse-t-il chasser par un enfant et un chien, d'une prairie où il peut brouter l'herbe à sa faim ? »

Instruit ou ignorant, l'homme est chassé de partout. Mais comme il n'est pas un bœuf il y a conflit, il y a crime.

En 1791, Robespierre écrivait : « Les aliments nécessaires au peuple sont aussi sacrés que la vie. Tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière. »

Les temps sont changés mais le système économique que nous subissons n'a pas évolué avec l'humanité, il ne s'adapte plus. Le conflit est permanent, la lutte est sans merci entre ceux qui défendent et ceux qui attaquent, sous quelque forme que ce soit, la société bourgeoise.

A Gand, Sokoloff défendant non pas sa vie mais sa liberté, ce qui est tout autant, supprime deux chiens de garde.

A Paris, le hors-la-loi Delaunay se paie le luxe d'un chef.

A la manifestation Ferrer, les manifestants répondent aux coups par des coups. Encore une victime.

Tout dernièrement, un individu, à Paris se défend avec énergie et fait encore des victimes.

Décidément le métier devient de plus en plus mauvais. Ceux qui après avoir fait les chiens de garde à la caserne, voudront continuer dans la vie civile en rentrant dans la flicaille y regarderont à deux fois. Le métier devient dangereux, le bœuf veut brouter où l'herbe est bonne.

Des gens s'apitoieront sur toutes ces victimes. J'aime mieux garder ma pitié pour toutes les victimes que le capitalisme fait journellement dans les rangs du prolétariat. Si ces gens s'apitoient sur les victimes des accidents de charbonnages qui arrivent journellement, sur les victimes du saturnisme (blanc de céruse), sur ces pauvres apprentis des verriers, des tissages ; véritables parias à l'âge où les fils de bourgeois sont encore dans du coton, s'ils s'apitoient dis-je sur toutes ces victimes, ils n'auraient plus de pitié pour ceux qui défendent l'organisation capitaliste, cause de tant de crimes que la loi ne qualifie pas.

Si tous ces gens qui hurlent au meurtre avec tant de force, unissent leurs efforts et travaillaient avec autant d'ardeur pour le relèvement de l'humanité, ce tournant de l'histoire nous apporterait : « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces. »

Ce progrès serait le seul remède rationnel contre la criminalité.

Passé, présent et futur

Le monde est plein de gens dont la vie n'a qu'un but, s'enrichir n'importe par quels moyens. Les souffrances, les tortures, la misère qui résultent de ces ignobles procédés sont, à leurs yeux, choses trop peu importantes pour les arrêter dans leur œuvre de vampires.

S'il fut un roi au monde qui par ses passions âpres, basses et malsaines sut remplir ses coffres-forts du produit de la sueur de Jean Prolo, blanc et noir, ce fut certainement Léopold II. Sa vie fut un en-

semble de scandales plus criants les uns que les autres ; mauvais époux, père dénaturé, viveur abominable et par dessus tout, financier passionné, grand brasseur d'affaires, brisant ou corrompant ceux qui tentèrent d'entraver ses folies.

Se doutant de sa fin prochaine, il mit tout en œuvre pour rassembler son immense fortune ; après avoir été marchand d'esclaves, d'ivoire, de caoutchouc, il s'établit brocanteur, et bazardait sans scrupules, ce qui ne lui appartenait même pas.

Pour terminer cette vie, et se refaire une conscience blanche, il trouva en l'appui de l'église, le moyen de mourir attaché à Lacroix, tout comme celui devant qui il allait comparaitre.

Et le peuple, durant son règne, n'a fait que suer, suer encore et toujours et s'est trouvé aussi malheureux à la fin qu'au début.

II

L'emploi de roi au salaire de 3,300.000 fr. ne resta pas longtemps vacant, le postulant Albert eut vite fait d'occuper la place.

Or, il se fait que le peuple, mystifié, bafoué et mis à l'écart par l'ancien roi, commence à se moquer de la royauté. Albert sentant que les temps ne sont plus à l'absolutisme, et prévoyant le jour où il sera débordé par la démocratie, veut jouer le loup habillé en berger, et fait proclamer à cors et à cris qu'il est démocrate : certains journaux affirmaient même qu'il est socialiste ! Non mais, un roi socialiste, connaissez-vous ce phénomène ? Ce personnage devait être certainement curieux, à en juger par la foule qui se trouvait sur son passage, lors de son entrée triomphale !!!!

Ce cortège, formé de tout ce qui contribue si sagement à l'abrutissement du peuple aura sans nul doute inspiré à cette foule de spectateur d'amères réflexions. Ils auront pu voir la même bande des représentants du capital et de ses soutiens, le clergé et le militarisme, qui la veille avait enterré un roi et qui le lendemain en ramenait un autre.

Le régime restant le même, avec une autre étiquette, qu'il y a-t-il de changé, et quel mieux être le peuple peut-il espérer de ce roi, même s'il possède les meilleures intentions du monde.

III

Comme royauté et capitalisme se lient, il serait insensé de croire qu'un roi, fut-il démocrate, oserait, au profit, de Jean Prolo entamer les privilèges de la classe dominante. Son trône en serait ébranlé, et comme tous les rois tiennent à leur couronne, du moment qu'il la sentirait menacée, il se prêterait à toutes les manœuvres pour pouvoir la maintenir.

Si le peuple veut voir son sort amélioré, c'est sur lui même qu'il doit compter. Il faut qu'il prenne conscience de sa dignité, qu'il s'organise, qu'il s'instruise qu'il com-

prenne enfin que devant la force populaire rien ne résiste. Pour pouvoir jeter bas ce régime de corruption et de haine, qu'il s'intéresse enfin à ces milliers d'épaves humaines, mourant de faim, devant des stocks énormes de provisions de toute nature. Alors le jour ne sera plus lointain où nous pourrons bâtir sur les ruines de la vieille société pourrie, une société nouvelle où chacun aura sa part de bonheur.

La violence dans les conflits sociaux

Alors que tout ce qui nous environne est d'une violence féroce, alors que de jour en jour la lutte pour la vie est plus âpre. Les ouvriers hésitent à employer la violence contre le patronat et contre les autorités constituées qui le protègent. Ils ont peur de se débarasser du carcan capitaliste par la force brutale.

Peur vaine ! Car il arrivera un moment où l'antagonisme de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise sera tel que toutes les hypocrisies et les balivernes de la politique parlementaire seront balayées.

D'ailleurs qui peut prétendre que les quatre sous de l'ouvrier peuvent résister avec efficacité aux capitaux patronaux.

Qui peut prétendre que l'homme qui a les mains vides et le ventre creux est de taille pour lutter contre celui qui possède tout : la force et les moyens d'alimentation puisqu'il a l'argent.

Les ouvriers se réunissant en syndicats et se bornant à verser des cotisations peuvent-ils faire plus que de réunir les misères individuelles en une grande misère collective.

Sont-ils capables de conquérir au moyen de la politique ou d'un pécule syndical des améliorations, de vraies réformes, qui ne pourraient se réaliser qu'aux dépens de la classe bourgeoise, ou par sa disparition.

Et si, par extraordinaire, certaines organisations ouvrières (trades-unions anglaises et américaines) arrivent à un semblant de résultat par la lutte de l'argent contre l'argent, pour gagner plus d'argent. Ne voyons-nous pas que ces associations corporatives sont plus despotiques, plus antisocialistes que n'importe quel gouvernement bourgeois.

Au lieu de revêtir un caractère de réelle opposition au patronat, au lieu d'en viser la disparition, ces syndicats s'efforcent de rendre l'exploitation de l'homme par l'homme respectable et ne font que consolider la société capitaliste.

Quand les hommes comprendront que toutes les formes politiques, les étiquettes sont pure tromperie ; quand ils verront qu'ils sont esclaves parce qu'ils le veulent bien, ils renonceront aux moyens pacifiques, ils n'hésiteront pas à descendre dans la rue, alors seulement toute la pourriture

sociale se désagrègera. Les soldats, les bourgeois, les patrons, la police auront vécu.

C'est à la violence que la bourgeoisie doit d'être le maître, c'est à la conscience et à la force que le prolétariat devra sa libération.

L'action individuelle et collective profitera de tous les progrès que la science met à notre portée. Et c'est en toute connaissance de cause que l'ouvrier détruira les casernes et les banques ainsi que ceux qui les défendent ; il n'aura pas peur de prendre sa part de responsabilité dans la lutte et dans les conséquences qu'elles pourraient entraîner pour lui.

Maintes fois il sera vaincu, mais cela lui importera peu, il aura conscience de la place qu'il occupe dans la société, il ne s'arrêtera de démolir que lorsque tous auront leur juste part de production et de consommation.

La nécessité du grand nombre aura le pas sur le luxe de quelques-uns. Le nuisible fera place à l'utile. Les Hommes vivront.

Un Meeting contradictoire

Luudi 31 janvier se tenait, à la Brasserie Flamande, à Bruxelles, un meeting organisé par le Parti Ouvrier et ayant pour sujet : *L'unification des lois électorales*.

La section bruxelloise de la F. R. dans sa séance du 29 janvier avait décidé d'y envoyer un de ses membres, le c. G. Thonar pour y prendre la parole et exposer notre point de vue.

Nous donnons un compte-rendu forcément très abrégé, mais absolument impartial de la discussion Thonar-Huysmans. Nous nous abstenons de tout commentaire laissant au lecteur le soin de se former une opinion. C'est d'ailleurs pour son édification que nous publions ce qui suit.

En passant, rendons un hommage à l'impartialité absolue du président, le c. Pladet.

Après C. Huysmans et E. Vandervelde, Thonar prit la parole.

Thonar déclara, qu'envoyé par la S. B. de la F. R. il venait y exposer l'appréciation de ce groupement.

Pour nous, dit en substance Thonar, l'unification des lois électorales est chose tout à fait secondaire. Il y a besogne plus urgente à faire. Je n'en veux pour preuve que l'accueil fait par le public au Roi Albert lors de son entrée triomphale. Il est inadmissible que la classe ouvrière ait laissé échapper une pareille occasion d'affirmer sa foi républicaine d'une façon active. Cet affaiblissement de la volonté populaire est due à la pernicieuse influence de l'action électorale. Si le parlementarisme a pu parfois être utile, en règle générale il a été nuisible au socialisme.

Nous avons connu une classe ouvrière plus vibrante, plus enthousiaste, mais il ne serait plus possible de la remuer comme en 1894. Elle assiste maintenant indifférente aux pires choses. Et Thonar rappelle la phrase de Vandervelde s'inclinant « respectueusement devant la femme qu'était la reine » Ce n'est pas aux socialistes à tenir pareil langage. Une reine n'est plus une femme dit Thonar, puisque, ayant perdu cette sensibilité qui est l'apanage de la femme, son opulence est faite

de la misère de milliers d'autres femmes des femmes du peuple. Puis l'orateur rappelle les paroles de Hubin proposant à la chambre un « accord patriotique des partis » comme si un accord pouvait s'établir entre ces deux classes antagoniques que sont la classe capitaliste et la classe ouvrière. Personne n'a protesté contre ces paroles et cependant c'était un devoir pour tout socialiste puisque le socialisme a à sa base la lutte de classes.

Thonar signale le danger de parlementarisme qui conduit aux cartels et au ministerialisme. Les travailleurs doivent rester des adversaires irréductibles de la classe capitaliste et préconiser sans cesse l'expropriation du capitalisme pour instaurer un milieu social procurant à tous liberté entière.

Thonar déclare qu'il ne met pas en doute la bonne foi des députés socialistes mais ils se trompent, dit-il, et se trompant, ils trompent les autres et ils contribuent ainsi à canaliser le mouvement ouvrier qui devrait au contraire se produire à la façon d'un torrent emportant tous les obstacles. Il n'y a pas de progrès possible tant qu'on ne met pas le peuple en présence de la réalité, tant qu'on n'a pas émancipé les cerveaux.

Il faut propager l'action directe. Thonar montre que les employés ont obtenu en 8 jours d'action directe des résultats que le parlement n'avait pu leur procurer en plusieurs années.

Une partie de l'auditoire a applaudit notre camarade.

Après que Thonar eut développé ce thème pendant 20 minutes, Camille Huysmans lui répondit :

Vous avez entendu, dit-il, un discours anarchiste, mais Thonar n'a pas osé dire qu'il était anarchiste.

Huysmans approuve la classe ouvrière de n'avoir pas empêché qu'on acclame Albert. Il faut laisser aux autres le droit de manifester librement leur opinion. Il ajoute que ce que Thonar dit de la reine est plus qu'une insolence, que c'est un outrage.

Huysmans déclare que Thonar est venu faire le jeu des cléricaux, et qu'il a tort de dire que les socialistes n'ont pas fait de progrès depuis 1894, car à cette époque on ne l'aurait pas laissé parler.

Il est ridicule de venir parler de la faillite du parlementarisme alors que partout où il n'existe pas on cherche à l'établir. Huysmans engage Thonar à aller tenir ce langage en Russie, pour voir comment il sera reçu.

Les parlementaires veulent le renversement de la société capitaliste, mais en attendant ils veulent obtenir des réformes car ce n'est pas en 20 ans que l'on peut aboutir, le progrès marche lentement.

Avant les anarchistes parlaient de chambardement et Thonar n'en a rien dit. D'ailleurs les anarchistes ne sont qu'un fétu de paille.

Pourquoi met-il notre sincérité en doute ?

Qu'il vienne nous retrouver quand nous serons majorité,

Thonar interrompant : « Nous serons mort depuis longtemps ! »

Huysmans répond qu'il a une bonne santé.

Le président accord la parole à Thonar pour la réplique en lui demandant d'être bref.

Au milieu des interruptions et du boucan il rappelle qu'il n'avait pas à se poser en anarchiste, puisqu'il était envoyé par un groupe qui compte des socialistes, des syndicalistes, des libertaires, etc., mais personnellement il n'a jamais mis son drapeau en poche.

Il fait remarquer que Huysmans l'a attaqué personnellement au lieu de discuter ses arguments et qu'il interprète fausement ce que Thonar avait dit.

Au milieu du tapage qui se fait plus intense, Thonar explique qu'il a fallu 16 ans — 1894 à 1910 — pour porter de 28 à 35 le nombre des députés socialistes. Or, à ce compte, puisque pour avoir la majorité il faut 79 voix, il faudrait encore 5 fois 16 ans soit 80 ans avant que les socialistes aient la majorité. Il souhaite que cette majorité se produise le plus tôt possible pour démontrer son impuissance.

Mais le public, en majorité hostile, force Thonar à conclure. Il déclare : « Vous ne voulez pas me comprendre, il vous faut la douloureuse expérience des Français qui ont le S. U. depuis 50 ans. Mais dans le fond de votre conscience vous comprendrez demain que j'avais raison. Vous aussi vous avez été un petit nombre et vos adversaires disaient que vous étiez quantité négligeable. Vous avez grandi ; nous grandirons à notre tour car nous avons la vérité pour nous. »

Chapelier prend ensuite la parole pour inviter les auditeurs à seconder la campagne que les employés ont entreprise en faveur du repos hebdomadaire et le meeting est levé.

Mouchards !

Nous signalons à tous les socialistes et anarchistes le nommé

Penigant Joseph-Alexis-Aug.

qui se fait aussi appeler *Aug. Garnault*, qui demeurait, il y a une semaine encore, 189, avenue d'Auderghem, à Bruxelles, mais qui a disparu de la circulation depuis que les camarades se sont aperçus du sale métier qu'exerçait cet individu.

Ce Penigant, qui habitait deux maisons plus loin que le *directeur de la revue publique*, L. Gonne, était en réalité au service de celui-ci.

Les victimes de Penigant furent nombreuses. Sur sa dénonciation beaucoup de camarades étrangers, socialistes ou anarchistes, furent expulsés de Belgique. Sa dernière victime, un déserteur français nommé Hasard, fut arrêté il y a quelques jours.

Nous possédons toutes les preuves de ce que nous avançons ; aussi, nous prions les camarades qui pourraient nous renseigner sur l'endroit où se trouve Penigant, dit Garnault, de se mettre en rapport avec nous.

Voici le signalement de cette bête malfaisante : taille 1 m. 68 ; cheveux châtain ; moustaches idem ; yeux bruns ; nez assez fort, à bout rond ; menton carré ; ne portait pas de barbe ; âge : 35 à 40 ans ; parle lentement, avec quelque peu l'accent français.

A été soldat au Tonkin, garde-chasse aux environs de Liège et actuellement fait le métier de mouchard.

Nous ne recevons pas d'abonnements. Nous nous bornons à envoyer le COMBAT à ceux qui nous font parvenir leur obole.

PETITES NOUVELLES

Lors de sa réplique au c. Thonar au meeting du 31 janvier, C. Huysmans a déclaré qu'il était prêt à discuter contradictoirement la question du Parlementarisme.

Prenant acte de cette promesse, la S. B. a décidé, conformément au but qu'elle poursuit : émanciper les travailleurs, de se mettre en rapport avec Huysmans pour donner suite à la chose.

Les habitations royales ou domaines mis à la disposition du roi Albert comprennent :

A Laeken, les agrandissements du domaine royal, consistant en terrain d'agrément, bâtiments divers, notamment des serres, dépendances, etc., y compris la propriété du Steyvenberg ;

A Ostende, le chalet royal avec ses terrains et dépendances ;

A Ciergnon, le château de Ciergnon et le parc y attenant ;

A Houyet, la tour du Rocher et la tour Léopold situées dans le parc du château d'Ardenne, ainsi que leurs dépendances ;

A Villers-sur-Lesse, le parc attenant au château de Villers-sur-Lesse.

Les biens de Ciergnon et de Houyet ne se trouvent à la disposition du Souverain que dans la mesure des droits de propriété transmis à l'Etat par le roi défunt.

Pauvre homme !!

Les nouvelles élections anglaises accusent une perte de 4 sièges pour les socialistes. Ce sont là de ces surprises que réservent l'action électorale.

Le nouveau Parlement anglais contient, jusqu'à présent, le nombre effrayant de 155 hommes de loi, dont 125 barristers (avocats) et 30 sollicitors !

Suivent : 13 banquiers, 13 brasseurs et distillateurs, 8 architectes, 11 ingénieurs, 7 propriétaires de charbonnage, 1 voyageur de commerce, 8 diplomates, 12 directeurs de compagnie, 7 agents de domaines, 13 fermiers, 56 propriétaires, 13 maîtres de forge, 51 manufacturiers, 9 médecins, 37 commerçants, 3 prêtres, 2 fabricants d'automobiles, 38 propriétaires de journaux et journalistes, 45 fils et frères de pairs, 1 marchand de tableaux, 1 pilote, 8 imprimeurs et auteurs, 12 professeurs, 3 entrepreneurs de chemin de fer, 10 secrétaires particuliers, 12 propriétaires et constructeurs de navires, 4 agents de change, 16 boutiquiers, 2 maîtres d'écoles, 44 officiers de l'armée et 2 officiers de marine.

Dans les groupes.

Section Bruxelloise. — Nous avons été contraints de changer notre jour de séance. Les réunions ont lieu *chaque samedi*, toujours chez Demanet-Desmet, 7, rue Joseph Stévens.

Nous invitons les camarades à assister à nos séances publiques et à se faire inscrire comme membres, ce qui leur permettra d'assister aux séances privées et de participer à notre action.

Séances publiques, à 8 h. 1/2. *samedi 12 février* : 3^e causerie sur l'astronomie, par J. Baré ; *samedi 19 février* causerie par L. Vertongen ; *Pourquoi il faut renverser le gouvernement clérical* ; *samedi 26 février* : 4^e causerie sur l'astronomie par J. Baré.

BOITE DU JOURNAL

Nous avons reçu pour le COMBAT :

J. D. E. & M. s/m. 5.00 — P. G. & B., 2.00. — J. D. & T. 1.00 — E. C. & B. 1.50 — A. C. & B. 1.00.

MANIFESTE

DE LA

Fédération Révolutionnaire

Créée à Bruxelles le 15 août 1909

AUX TRAVAILLEURS

La classe ouvrière belge se désintéresse encore trop du sort qui lui est fait. Trop souvent, elle se courbe docilement sous la férule de ses maîtres ; trop souvent, elle assiste indifférente à la perpétration des pires injustices.

Pourtant la vie du travailleur ne s'est guère améliorée. Politiquement, son intervention est vinculée ; économiquement, il est traité en paria. La plus avantageuse réforme qu'il a pu obtenir, c'est une pension de 18 centimes par jour. Quant à la journée de 8 heures, sa conquête reste problématique. Aussi la misère matérielle, physique, intellectuelle et morale même continue-t-elle à exercer ses ravages dans les masses. Les longues et exténuantes journées, les salaires insuffisants font la partie belle à la dégénérescence physiologique, dont la tuberculose et l'ankylostomiasis sont des effrayants effets. Le nombre des illettrés reste considérable et les jouissances intellectuelles et artistiques continuent à être ravies aux travailleurs.

Le travail qui pourrait être une mise en pratique rationnelle des facultés humaines continue à être un exercice de forçat, rendu dangereux par la négligence des précautions les plus élémentaires et récompensé le plus souvent par les chômages et les crises industrielles.

L'usine est restée un bagne et la vie un enfer.

L'encasernement, la prostitution, l'alcoolisme, les préjuges forment toujours le lot des ouvriers, asservis qu'ils sont par la vérialité du capitalisme et l'insolence de la force brutale.

Cette situation va-t-elle perdurer longtemps encore ?

L'émancipation des travailleurs n'est-elle pas possible ? Faut-il désespérer du mouvement ouvrier ?

Il y a des moments où l'on serait tenté de le croire.

Il fut un temps où la classe ouvrière paraissait mieux en marche vers sa libération. Il fut un temps où elle montrait de l'énergie pour conquérir sa place au soleil ; il fut un temps où elle faisait trembler ses maîtres et vaciller le pouvoir.

Ce temps n'est plus, mais ne peut-il revenir ?

Nous pensons que si ! Il est possible de secouer l'engourdissement passager de la classe ouvrière et de lui rendre l'enthousiasme et l'énergie de jadis, car les travailleurs sont toujours aussi désireux de conquérir leur part de bonheur.

L'apathie actuelle est due à des causes qu'il est aisé d'écarter. C'est l'action électorale qui a énervé le mouvement socialiste. Oublieux de la parole de Karl Marx : « Prolétaires unissez-vous » les travailleurs se sont divisés en une foule de partis, alors que pour eux il ne devrait en exister qu'un seul : le parti de classes. Ils ont pris la dangereuse habitude de confier à des mandataires le soin de faire leurs affaires, alors que le même Karl Marx leur avait crié : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Sous l'influence des combinaisons et des promesses parlementaires, la tradition vraiment socialiste se perd jusque dans le ministérielisme.

Les aspirations populaires se concrétisent en des revendications puériles, l'esprit réformiste et temporisateur annihile l'esprit de révolte, rend les masses inertes et indifférentes aux tentatives de conciliation sociale ; comme s'il était possible de concilier des intérêts aussi inéluctablement antagoniques que ceux des exploités et des exploités.

Il faut à tout prix remonter ce courant.

Des hommes de cœur ne peuvent rester insensibles à ce spectacle ; les socialistes vraiment conscients se doivent à leurs idées de rendre aux ouvriers cette confiance en eux-mêmes, et en leur idéal, qui leur permettra de jeter bas une société corrompue qui ne connaît que l'odieuse triomphe de l'argent.

Pour cela, il faut recommencer à semer à pleines mains les idées émancipatrices. Dans les groupes et dans les syndicats, il faut replacer la bataille sociale sur son véritable terrain : celui de la classe ; il faut rappeler au travailleur que le maître est son ennemi, et qu'il n'y a pas de paix sociale possible tant qu'il existera des exploités et des exploités ; des gens ayant trop peu et d'autres ayant trop.

Il faut viriliser à nouveau le mouvement ouvrier et reprendre la devise du socialisme intégral : Guerre aux exploités ! à la société capitaliste ! à bas le salariat !

Camarades, syndicalistes, socialistes, libertaires, c'est à cette action décisive, féconde et libératrice que vous convie la Fédération Révolutionnaire.

Se plaçant au-dessus des stériles querelles de sectes, elle fait appel à tous les socialistes sincères, à tous ceux qui entendent œuvrer à l'émancipation humaine.

Aux syndicalistes, aux socialistes, aux libertaires, elle déclare : « Votre action ne peut aboutir réellement qu'à condition de vous placer nettement sur le terrain de la lutte de classes et d'employer les méthodes d'action directe ».

Aux syndicalistes elle déclare : « L'action corporative, n'est pas tout le syndicalisme ; les ouvriers d'un corps de métier ne peuvent séparer leurs intérêts de ceux des travailleurs des autres corporations. L'émancipation d'une catégorie de travailleurs est étroitement liée à l'émancipation de la classe ouvrière tout entière. »

Aux socialistes parlementaires et réformistes, la F. R. déclare : « D'après vos propres déclarations, l'action parlementaire et les réformes ne sont que de petits côtés de la question ; le socialisme a un but autrement important et qui consiste en une transformation radicale de la société actuelle. Retrempez votre activité aux sources de notre idéal. »

Aux libertaires, elle dit : « Votre propagande philosophique ne rime à rien si elle ne vise à faire de chaque travailleur un homme conscient, et de ces hommes conscients un faisceau, une force agissante. »

Aux uns et aux autres, la Fédération Révolutionnaire déclare qu'elle n'a aucunement en vue de détruire des organismes déjà existants ; elle désire, au contraire, les compléter et en créer de nouveaux ; qu'il ne s'agit pas d'assurer la suprématie de telle ou telle secte, mais de propager les idées fécondes du socialisme intégral.

Ce qui manquait jusqu'à présent, c'était un organisme absolument indépendant, suffisamment souple et mobile pour, dans tous les milieux, maintenir haut et ferme le drapeau du socialisme intégral, et qui ne se laisserait pas influencer par les contingences : un organisme qui serait un foyer rayonnant notre idéalisme socialiste ; un organisme qui serait un foyer d'esprit de révolte, d'énergie, de propagande d'action directe.

Cet organisme, nous venons de le créer. A vous, syndicalistes, socialistes, libertaires, désintéressés et de bonne volonté, de lui apporter l'appui de votre concours.

Pour la Section Bruxelloise de la F. R. :

LE COMITÉ,

A. Léoto, A. Mathay, L. Philips, F. Springael, G. Thonar.

DÉCLARATION DE PRINCIPES

La Fédération Révolutionnaire :

1. Considérant que le but du Socialisme intégral est l'instauration d'un milieu social dans lequel chacun produira selon ses forces et ses facultés et consommera selon ses besoins ;

2. que la réalisation totale ou parcellaire de cet idéal est incompatible avec le maintien du régime capitaliste, divisant la société en deux classes inéluctablement antagoniques : l'une qui exploite, l'autre qui est exploitée ;

3. que si cette transformation sociale sera favorable à l'humanité tout entière, elle est néanmoins contraire aux intérêts immédiats de la classe capitaliste et que celle-ci s'y oppose par tous les moyens, y compris et surtout par la violence.

4. La Fédération Révolutionnaire constate : a) que l'émancipation des travailleurs ne deviendra réelle que par l'abolition du système capitaliste ; b) que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; c) que l'émancipation des travailleurs sera conquise essentiellement par l'action directe.

5. En conséquence, la Fédération Révolutionnaire se donne pour but : a) de propager l'esprit de révolte et la critique de la société capitaliste ; b) de grouper les travailleurs dans des organismes économiques basés sur la lutte de classe, d'exploités à exploités, ou d'appuyer tout mouvement de l'espère ; c) de participer d'une manière active à tous les conflits qui peuvent surgir entre ces deux classes.

EXTRAITS DES STATUTS

A. — La Fédération Révolutionnaire est constituée par les sections adhérentes.

B. — Pour faire partie d'une section de la F. R., il faut adhérer à la Déclaration de Principes et être admis par une assemblée générale de la section.

C. — Tout membre en retard de trois mois dans le versement de ses cotisations, sans raison plausible, est considéré comme démissionnaire.

D. — La caisse fédérale sert à assurer la propagande dans les endroits où son appoint est indispensable.

Le Secrétaire Fédéral,

J. BONNART, à Court-St-Etienne (Brabant)

Imp. Baré & Debehogne, r. de Fiennes, 63, Bruxelles